

UNIVERSITÉ JOSEPH KI-ZERBO

*_*_*_*_*_*_*_*

Laboratoire Genre et Développement

*_*_*_*_*_*_*_*



Analyse des messages des candidats à l'élection
présidentielle du 22 novembre 2020



#agircontrelésinégalités



Introduction

Depuis 1991, le Burkina Faso organise à des intervalles réguliers des élections présidentielles, législatives et municipales. Le pays a en effet organisé depuis cette date, cinq élections présidentielles (1991, 1998, 2005, 2010 et 2015) ; six élections législatives (1992, 1997, 2002, 2007, 2012 et 2015) et trois élections municipales générales (2006, 2012 et 2016). Il s'est donc installé depuis lors une culture du vote et les populations et animateurs des partis politiques sont toujours préparés. Cette culture électorale est régie par des normes pratiques dans le sens d'Olivier de Sardan (2015) plus ou moins partagées par les candidats et les électeurs. Ces normes concernent la forte présence de l'argent dans les différentes décisions prises dans le processus électoral.

Les élections constituent une séquence sociale qui a sa propre temporalité officielle, avec une campagne électorale qui commence avant les élections et s'achève l'avant-veille au soir. Aussi les différents candidats présentent-ils aux populations des programmes et projets de société à partir desquels ils sollicitent leurs voix. Dans leur philosophie, les programmes et projets politiques sont censés contribuer à la création d'une société juste et équitable. Cela s'explique par le fait que les sociétés connaissent d'énormes inégalités dans tous les pans de la vie sociale. De l'éducation à la santé, en passant par le logement, les droits humains, le genre, la fiscalité, le Burkina Faso fait face à d'énormes difficultés.

Pour les élections du 22 novembre 2020, une coalition d'organisations de la société civile conduite par le Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG) la Confédération paysanne du Faso (CPF), le Balai Citoyen, l'Association des Femmes Juristes du Burkina Faso (AFJB), avec le soutien de Oxfam et de la coopération Danoise, a entamé une campagne de plaidoyer auprès des candidats à l'élection présidentielle. Ce travail a commencé par une analyse des programmes de neuf candidats aux élections présidentielles que sont BARRY Tahirou, DIABRE Zéphirin, FARAMA Prosper, KABORE Christian Roch, OUEDRAOGO Kadré Désiré, OUEDRAOGO Noel Gilbert, KAM Yéli Monique, KOMBOIGO Eddie, SOMA Abdoulaye, dans l'optique de voir comment, ils s'engagent à réduire les inégalités à travers leurs programmes. Dans cette perspective, les candidats abordent la question des inégalités dans les diverses rubriques suivant des approches différentes. Si dans les secteurs comme l'éducation, la santé, tous les candidats sont dans la dynamique de travailler à réduire les inégalités, dans d'autres secteurs, comme l'adaptation au changement climatique, la protection sociale, la femme est tout autre : plusieurs candidats n'en parlent pas, et ceux qui en parlent restent vagues. Il n'existe pas

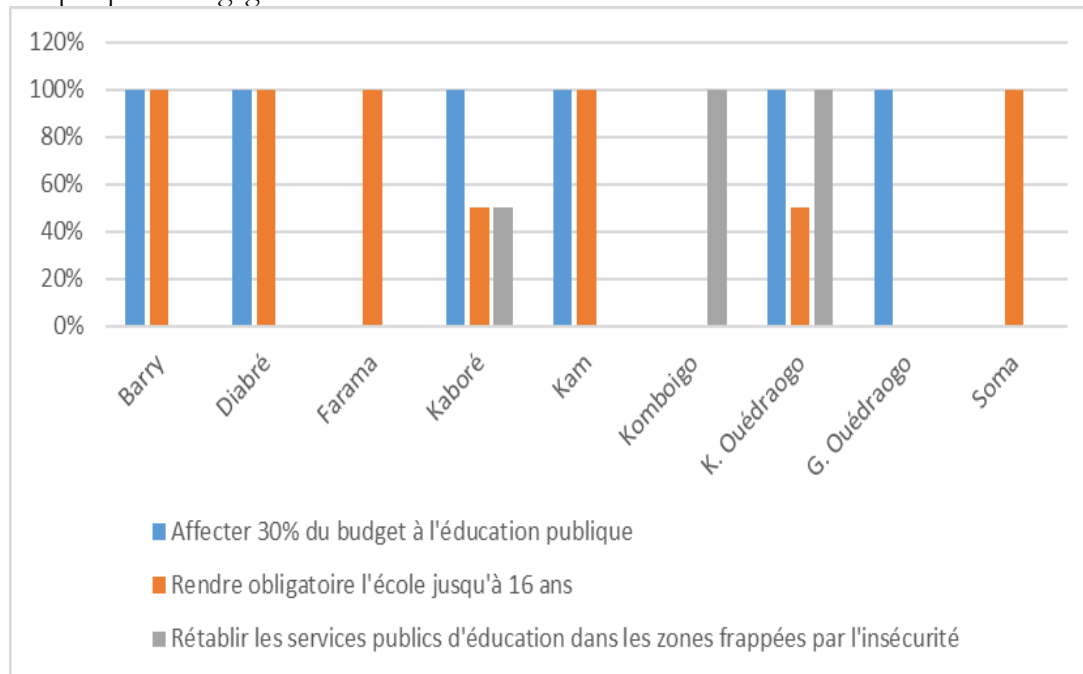
d'éléments concrets qui permettent de juger de possibilité de travailler à diminuer les inégalités dans le court terme.

Analyse des neufs points

1. Une éducation publique universelle, gratuite, de qualité et accessible pour tous et toutes avec un accent sur l'éducation préscolaire, l'enseignement et la formation technique professionnelle : un moteur indispensable pour relancer l'ascenseur social

Les différents candidats accordent une place de choix à l'éducation dans leurs messages, même si la teneur diffère d'un candidat à un autre. Au titre de la consécration budgétaire au secteur de l'éducation, pendant que certains entendent allouer un budget de plus de 40% au secteur, tout en envisageant la scolarisation de tous les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans au moins et d'opérer une refonte du système éducatif pour remplacer 75% des programmes actuels par de nouveaux programmes d'enseignements techniques et professionnels (Yéli Monique Kam, Sidwaya n°9264 du lundi 09 novembre 2020, p. 25), d'autres n'en font pas cas dans leur message (Eddie Komboïgo, Abdoulaye Soma), ou à tout le moins, proposent « vaguement » et à titre illustratif, une revalorisation de la fonction enseignante afin de contribuer à la formation du capital humain (Kadré Désiré Ouédraogo, Sidwaya n°9268 du vendredi 13 au dimanche 15 novembre 2020 p.26) Eddie Komboïgo a une vision holistique de l'éducation qui privilégie la mise en œuvre de cycles terminaux (Sidwaya n°9272 du jeudi 19 novembre 2020 p.5). La même tendance s'observe dans les deux autres composantes d'une éducation publique universelle, gratuite et de qualité. L'application des textes sur l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans et le soutien des efforts déployés pour rétablir des services publics d'éducation de qualité dans les régions frappées par des conflits et l'insécurité sont des points insuffisamment ou très différemment abordés par les candidats. Au demeurant, les candidats sont tous restés muets sur des propositions de nature à favoriser la réouverture progressive des classes fermées pour fait d'insécurité dans le pays. Le graphique ci-dessous présente une illustration des engagements pris au sujet de l'éducation.

Graphique 1. Engagement dans le secteur de l'éducation



Source : messages des candidats dans le Journal Sidwaya

La même tendance observée au niveau des messages écrits se trouve dans les entretiens à la Radio et à la Télévision nationales. Plusieurs candidats n'ont pu aborder des points spécifiques contenus dans le Manifeste. Ainsi, seul le candidat Gilbert Noël OUEDRAOGO aborde la question de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans. Le rétablissement des services publics d'éducation dans les régions frappées par l'insécurité a été traité quant à lui par la candidate Monique Yéli Kam. Cependant, trois candidats : Abdoulaye Soma, Kadré Désiré Ouédraogo et Zéphirin Diabré ont abordé la question de l'allocation de 30% du budget national au domaine de l'éducation. Ce dernier n'a pas été suffisamment précis lors de l'entretien de sorte à permettre à une évaluation claire de son programme si l'on ne s'en tenait qu'à cet entretien.

2. Un système de santé et de protection sociale qui réduit l'écart entre les plus riches et les plus démunis

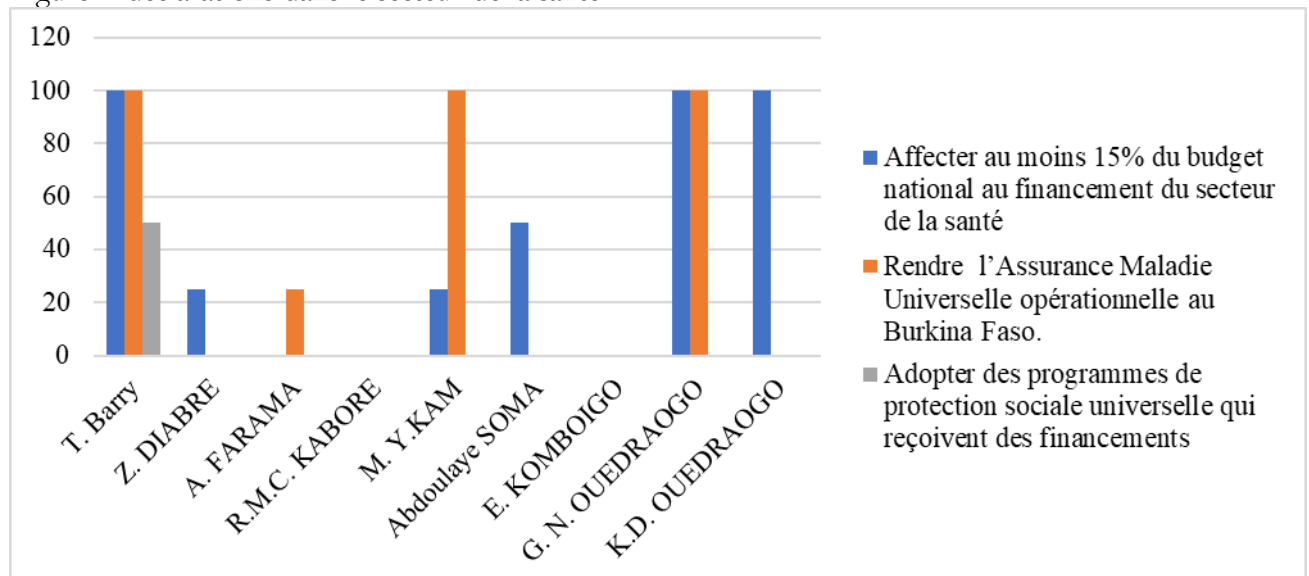
En rappel, l'équité, la justice sociale, l'accès universel aux soins, la probité et le respect de l'identité culturelle des communautés sont entre autres des valeurs qui sous-tendent la politique nationale de santé au Burkina Faso. Les messages des candidats ont été pour la plupart sensibles à la question de santé de la population. Leurs engagements se rejoignent principalement en un seul point : celui de l'opérationnalisation de l'Assurance Maladie Universelle sur lequel ils s'expriment sous diverses tonalités. Tahirou Barry entend opérationnaliser l'assurance maladie afin que chaque citoyen puisse bénéficier d'une couverture sanitaire selon ses besoins en payant selon ses moyens.

Quant à Diabré, il compte rendre opérationnelle l'assurance maladie universelle et porter la part du budget de 10,95% en 2018 à 14% en 2025 au secteur de la santé. Ambroise Farama envisage de généraliser le système de sécurité sociale et d'assurance maladie universelle tandis que Rock Kaboré projette parachever le chantier de l'assurance maladie universelle. Yéli Monique Kam compte affecter 50% de la grande taxe de solidarité à l'assurance maladie universelle et Kadré Désiré Ouédraogo déclare que l'assurance maladie universelle sera mise en œuvre pour le plus grand nombre afin de favoriser son accès à des soins de qualité (Sidwaya n°9268 du vendredi 13 au dimanche 15 novembre 2020 p.26).

Il est à noter que la grande majorité des candidats se sont engagés à affecter 15% du budget national au financement du secteur de la santé, rendre opérationnel l'Assurance maladie.

Sur cette question, les entretiens ont permis aux différents candidats de développer leur vision du secteur de la santé, et des démarches qu'ils souhaitent entreprendre dans la délivrance du service public de santé. En effet, plus de la moitié des candidats, soit sept (07) ont été sensibles à la question de la santé. Comme l'indique le graphique 2, Tahirou Barry est le seul candidat ayant abordé les trois sous-dimensions de cet axe avec des propositions relativement claires : en proposant *l'opérationnalisation de l'assurance maladie afin que chaque citoyen puisse bénéficier d'une couverture sanitaire selon ses besoins*.

Figure 1: déclarations dans le secteur de la santé



Source : Messages de campagnes diffusés à Radiotélévision du Burkina

Après Tahirou Barry, ce sont deux candidats qui ont abordé la question du secteur de la santé (Yéli Monique Kam et Gilbert Noel Ouédraogo). Si le candidat Zéphirin Diabré, s'est prononcé sur la question, notamment dans sa dimension ayant trait à l'affectation d'une part budgétaire à la

santé, ses propos restent flous et ne permettent pas de saisir sa démarche d'opérationnalisation : « revoir le pourcentage accordé à la santé et quelle est la part salariale ». Dans la même logique d'imprécision, le candidat Ambroise Farama compte « Mettre en place un système de santé préventive et investir dans les infrastructures et le personnel sanitaire ».

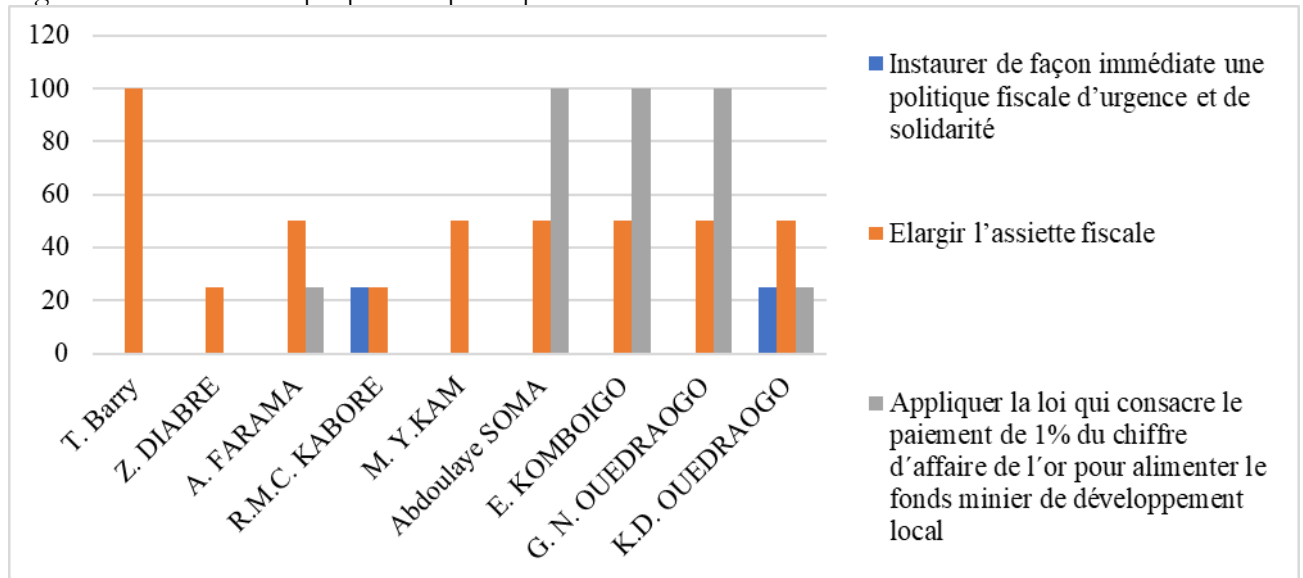
3. Des politiques fiscales plus progressives pour que l'effort budgétaire soit équitablement réparti selon les capacités contributives de chacune et chacun

Le Burkina Faso s'est engagé depuis 1991 dans la dynamique d'un vaste programme de réforme économique visant la création d'une économie libérale où le secteur privé serait le principal moteur de la croissance économique. En rapport avec cet engagement national, l'analyse révèle que sur la question de la fiscalité, les engagements des candidats sont variés. Les déclarations des candidats sont centrées principalement sur un sous élément des politiques fiscales annoncées : celui de l'élargissement de l'assiette fiscale en vue d'améliorer les ressources propres de l'État, pendant que les mesures tournées vers l'impact de la covid19 et la consécration du paiement de 1% du chiffre d'affaire de l'or pour alimenter le fonds minier de développement local sont ignorées. Ainsi, alors que le candidat Rock Kaboré propose d'améliorer le rendement du secteur privé et relever le niveau de compétitivité de l'économie, Abdoulaye Soma se penche sur la mise en place d'un fond souverain pour l'autofinancement du budget national. La candidate Yéli Monique Kam penche l'élargissement de l'assiette fiscale assortie d'une bonne administration de l'impôt à travers une nécessaire réforme fiscale et douanière sans oublier augmenter considérablement le nombre d'entreprises burkinabè parallèlement à la formalisation progressive du secteur informel. Tout comme dans son programme politique, l'analyse des messages du candidat Ambroise Farama montre qu'il se distingue des autres en ayant des propositions dans chacun des trois sous-éléments des politiques fiscales.

Les mesures tournées vers l'impact de la covid19 et la consécration du paiement de 1% du chiffre d'affaire de l'or pour alimenter le fonds minier de développement local sont ignorées par candidats dans cette rubrique fiscalité.

Les entretiens ont permis aux candidats de revenir sur la question de fiscalité. Tous les candidats ont pu discuter de cette question avec les journalistes lors des entretiens, même s'ils ne se sont pas prononcés sur toutes les dimensions du point, comme le montre le Graphique suivant.

Figure 2: déclarations à propos des politiques fiscales



Source : Messages de campagnes diffusés à Radiotélévision du Burkina

Le seul candidat qui a pu aborder les trois paramètres de la question fiscale est Kadré Désiré Ouédraogo. Cependant, ces propositions sont floues et ne laissant pas le téléspectateur ou l'auditeur saisir le sens de sa démarche. Quatre candidats ont fait des déclarations sur deux sous-points que sont *l'élargissement de l'assiette fiscale* et *l'application de la loi consacrant le paiement de 1% du chiffre d'affaires de l'or pour alimenter le fonds minier de développement local*. Ce sont Ambroise Farama, Eddie Komboigo, Gilbert Noel Ouédraogo, Kadré Désiré Ouédraogo et Abdoulaye Soma. Le candidat Kaboré a pris deux engagements qui sont : *Élargir l'assiette fiscale* et *Instaurer de façon immédiate une politique fiscale d'urgence et de solidarité*. Il affirme qu'il compte « *revisiter la clé de répartition et l'assiette fiscale pour assurer une meilleure redistribution de la rente minière et permettre un développement local* ».

Le reste des candidats ont formulé un seul engagement et il a trait l'élargissement de l'assiette fiscale.

4. Renforcer la protection des droits du travail et adopter des politiques favorisant un marché du travail inclusif qui assure un travail digne et de qualité, en particulier aux femmes et à la jeunesse

Le droit à une politique adéquate de santé et de sécurité au travail sont des éléments de droits des travailleurs pris en charge par les candidats dans cette rubrique. Au niveau de la protection des droits du travail et de l'adoption de politiques favorisant un marché du travail inclusif, les propositions des candidats sont centrées sur un seul sous-élément parmi les trois que compose la rubrique : *Instaurer une politique nationale de l'emploi qui garantit les opportunités et les droits au travail, des*

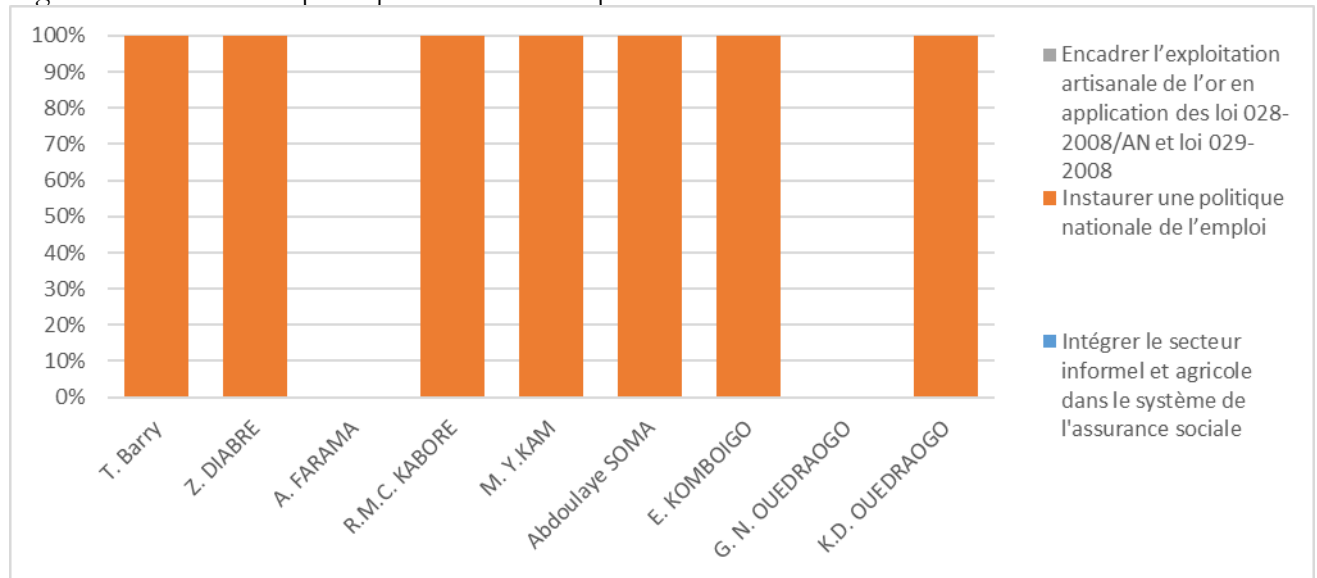
salaires dignes, la santé et la sécurité au travail, etc. tandis qu'une proposition n'est formulée sur les deux autres sous-éléments que sont l'encadrement de l'exploitation artisanale de l'or et l'intégration des travailleurs dans les mécanismes d'assurance sociale. Zéphirin Diabré, Ambroise Farama, Rock Kaboré, Yéli Monique Kam, Kadré Désiré Ouédraogo sont les candidats qui ont formulé des propositions sur le seul sous-élément et ces propositions sont construites respectivement comme suit :

- protéger les niches d'emploi nationales à travers une politique fiscale et tarifaire adéquate (Zéphirin Diabré) ;
- élaborer une stratégie nationale de l'emploi (SNE) et son plan d'actions (Ambroise Farama) ;
- gagner le pari de l'emploi des jeunes et des femmes (Rock Kaboré) ;
- veiller au respect de la dignité des travailleurs, le développement d'un climat de travail propice à la créativité, la promotion de l'égalité hommes-femmes dans l'emploi, la santé et la sécurité au travail (Yéli Monique Kam);
- valoriser le capital humain notamment par la formation de la jeunesse, l'atout premier dans la production des biens et services (Sidwaya n°9268 du vendredi 13 au dimanche 15 novembre 2020 p.26) (Kadré Désiré Ouédraogo) ;

On le voit, le dénominateur commun de ces propositions formulées reste leur caractère vague, voire ambigu et par suite, confrontées à la problématique de la faisabilité.

Au niveau des messages télévisés et radiodiffusés, la tendance est restée la même. Les candidats ne sont engagés que sur un seul point ayant trait à l'instauration d'une politique nationale de l'emploi, à l'exception des candidats Ambroise Farama et Gilbert Noel Ouédraogo.

Figure 3: Instauration d'une politique nationale d'emploi



Source : Messages de campagnes diffusés à Radiotélévision du Burkina

La réalisation des entretiens n'a pas permis aux candidats d'aborder les autres sous-points qui sont liés à l'encadrement de l'exploitation artisanale de l'or conformément aux lois 028-2008/AN et 029-2008, ni à l'intégration des acteurs du secteur informel et agricole dans le système de l'assurance sociale.

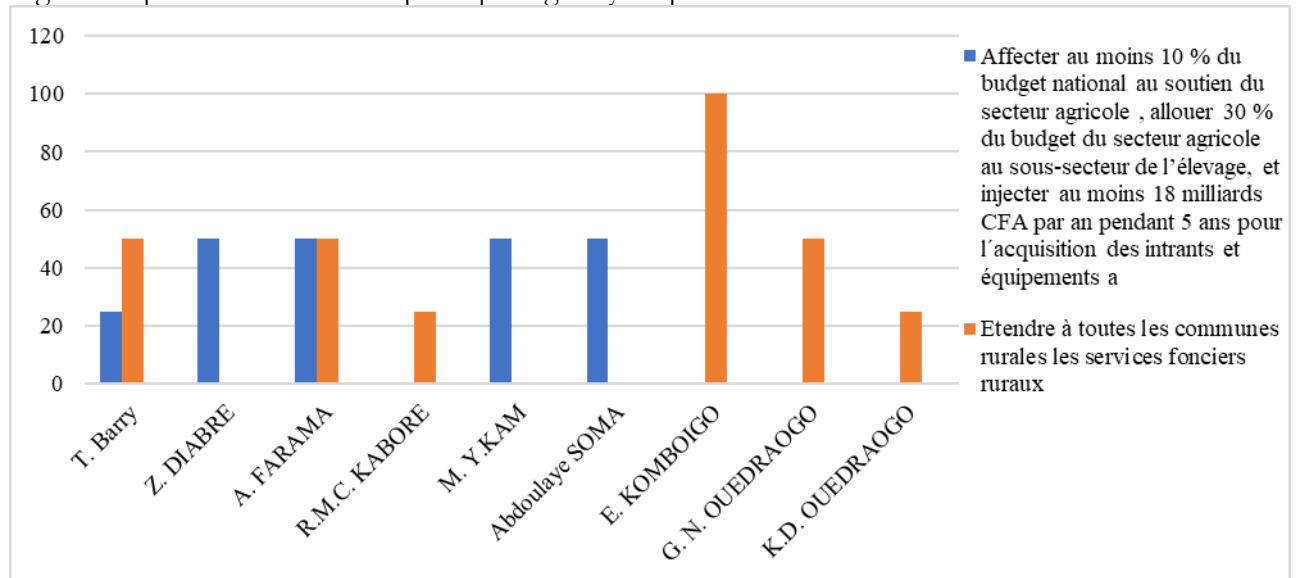
5. Mieux soutenir les politiques agro-sylvo-pastorales, fauniques et halieutiques avec un souci de justice et d'équité afin de mieux accompagner les producteurs et productrices familiaux

Tout comme révélé dans l'analyse des programmes des candidats, l'examen des messages écrits montre également que les candidats ont pris moins d'engagements dans le secteur agricole. Dans ce secteur, quelques engagements sont pris et sont à attribuer aux candidats Zéphirin Diabré, Ambroise Farama et Yéli Monique Kam. Le candidat Zéphirin Diabré entend sécuriser, dans le cadre d'une nouvelle réforme foncière, les terres cultivables pour les familles car le bradage des terres agricoles affecte les moyens de survie des familles. Quant à Ambroise Farama, il envisage de régler les différentes questions portant sur le foncier urbain et sur le foncier rural. Enfin, la candidate Yéli Monique Kam se veut plus précise en proposant la mise en place d'un semencier national et la création de structures de production et/ou de fourniture des engrais et des produits phytosanitaires à des prix raisonnables et le développement d'engrais naturels.

Le candidat Gilbert Ouédraogo n'a fait aucune proposition dans l'ensemble des trois sous-éléments des politiques agro-sylvo-pastorales.

Les entretiens télévisés et radiodiffusés n’ont pas permis de rattraper le peu de place réservée à ces questions dans les messages écrits des candidats. En effet, à l’exception des candidats Tahirou Barry et Ambroise Farama, aucun autre candidat n’a pu prendre des engagements dans plus d’une sous-catégorie de cet axe.

Figure 4: opinions relatives aux politiques agro-sylvo-pastorales



Source : Messages de campagnes diffusés à Radiotélévision du Burkina

Sur la question de l’allocation budgétaire d’au moins 10% au secteur agricole quatre candidats ont formulé des engagements plus ou moins clairs (Zéphirin DIABRE, Ambroise Farama, Monique Yéli KAM, Abdoulaye SOMA), Tahirou BARRY, a fait une déclaration assez floue ne permettra pas de saisir les concrets de son engagement. En effet les déclarations de ce dernier mettent en exergue l’attention qu’il accorde au domaine agro pastoral mais, il n’est pas précis car il ne donne pas des éléments tangibles : « *promouvoir l’entrepreneuriat des jeunes ; accompagner les incubateurs d’entreprise ; encadrer les jeunes ; créer des lycées agropastoraux* » (extrait de l’entretien télévisé à la RTB avec Tahirou BARRY). Cette opinion ne révèle nullement la part budgétaire accordée au secteur agro-sylvo-pastoral. Six candidats (Tahirou Barry, Ambroise Farama, Rock Kaboré, Eddie Komboigo, Gilbert Noel Ouédraogo et Kadré Désiré Ouédraogo) ont pris des engagements concernant l’extension à toutes les communes rurales des services fonciers ruraux.

Les engagements des candidats tendent légèrement à la prise en compte du secteur agro-sylvo-pastoral comme une problématique mais, dans la quasi-totalité, ils ne font guère mention des politiques d’adaptation efficaces face au changement climatique alors même que ces politiques renforcent les capacités de prévention et de résilience des populations les plus directement touchées.

6. Des politiques d'adaptation efficaces face au changement climatique qui renforcent les capacités de prévention et de résilience des populations les plus directement touchées

Dans ce secteur, trois candidats (Tahirou Barry, Zéphirin Diabré et Ambroise Farama) sur les neuf ont formulé chacun une seule proposition en lien avec les politiques d'adaptation efficaces face au changement climatique dans leurs messages écrits. Leurs engagements qui se rapportent tous au sous-élément *Opérationnaliser le Fonds d'Intervention pour l'Environnement (FIE)* sont construits respectivement autour des idées suivantes :

- engager une vaste campagne de reforestation à travers tout le pays afin d'accroître le couvert forestier (Tahirou Barry);
- veiller à l'application effective des textes nationaux en matière de gestion de l'environnement (réhabilitation des sites miniers) et des relations avec les communautés. Veiller à la mise en œuvre effective des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) par les sociétés minières installées au Burkina Faso (Zéphirin Diabré) ;
- la prise en compte du bénéfice écologique est une priorité pour le candidat Ambroise Farama.

Tout comme au niveau des messages publiés dans le quotidien Sidwaya, l'analyse des messages et entretiens télévisés des différents candidats n'a pas permis de voir concrètement le sens de leur programme dans ce secteur.

La promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles dans tous les domaines de la vie

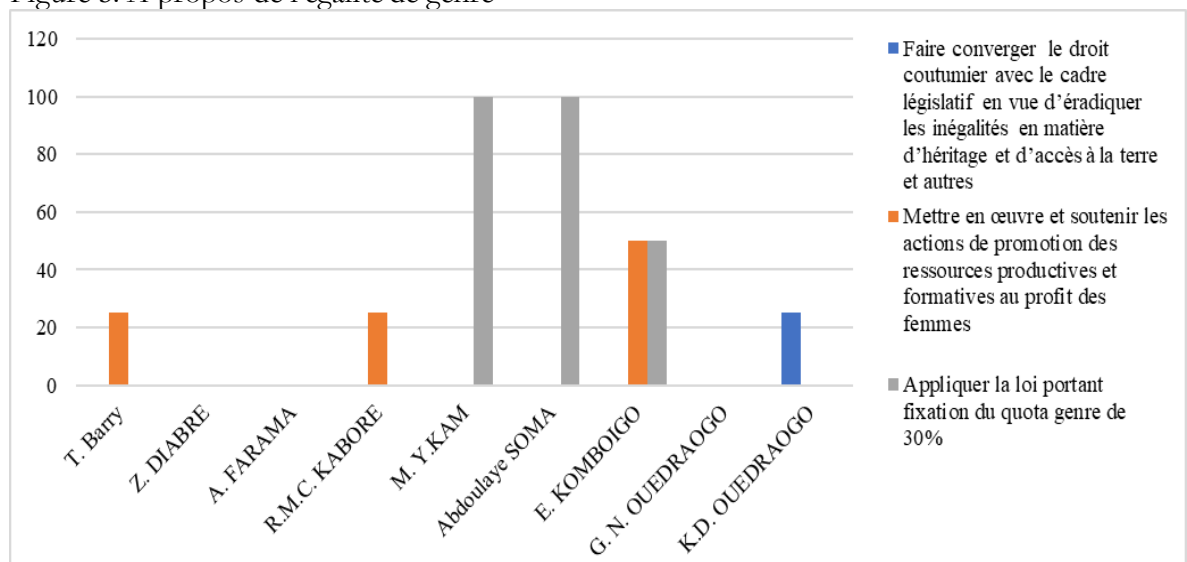
Sur ce point, trois candidats (Eddie Komboigo, Kadré Désiré Ouédraogo, Gilbert Noel Ouédraogo) sur les neuf n'ont formulé aucune proposition sensible à la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles dans leurs messages parus dans le quotidien d'État Sidwaya. Un seul candidat a formulé trois propositions sur les trois sous-éléments (Ambroise Farama), deux en ont fait sur deux sous-éléments (Rock Kaboré et Tahirou Barry) tandis que les trois autres candidats ont formulé chacun une seule proposition. Les six candidats qui se sont engagés se rejoignent sur un principal sous-élément¹ : mettre en œuvre et soutenir les actions de promotion des ressources productives et formatives au profit des femmes

¹ Même si l'application de la loi portant fixation du quota genre de 30% est aussi un aspect soutenu par les candidats.

(crédit adapté, technologie adaptée, accès à la terre, aux intrants, eau, assainissement et énergie) y compris le renforcement des capacités des femmes. Les engagements varient entre “assurer un accès des femmes rurales au crédit et au produits financiers adaptés à leurs besoins ainsi qu’un accès de 50% des femmes aux intrants (...) produits agro sylvo pastoraux” (Barry) à *Développer l’offre de crédit bancaire et de micro crédit pour tous les ménages* (Ambroise Farama) en passant entre autres par la proposition du candidat Rock Kaboré sur la question : *Renforcer les dispositifs de crédits déjà existants et mis en service dans cette perspective. Faire de l’alphabétisation des femmes ainsi que de l’éducation des jeunes filles une priorité pour donner à la femme toutes les chances de se réaliser pleinement et de concourir efficacement l’édification de la société d’équité et de progrès*” (Message de Kaboré, récupéré au siège du MPP le 16/11/2020).

Dans leurs différents messages radiodiffusés et télévisés, les candidats ont moins pris des engagements sur la promotion de l’égalité de genre et l’autonomisation des femmes et des jeunes filles dans tous les domaines de la vie.

Figure 5: A propos de l'égalité de genre



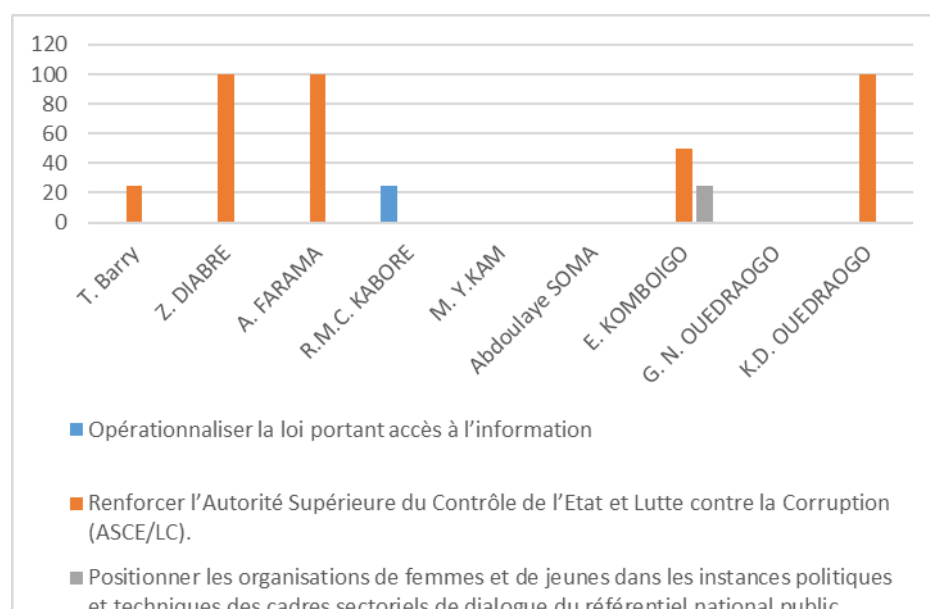
Source : entretiens réalisés à la radiotélévision du Burkina/ campagne électorale

Le graphique suivant laisse apparaître un niveau d’engagement non seulement, assez faible, mais le plus souvent irréaliste. Les scores des différents candidats constituent la résultante de la gestion des entretiens par les journalistes. Ces questions n’ont pas bien été orientées et les mêmes questions n’ont pas été posées à l’ensemble des candidats. Ainsi, les engagements sont disparates et faibles.

Pour une gouvernance inclusive à tous les niveaux de décision et une protection et une extension de l'espace civique

Contrairement à l'analyse des programmes qui révèle que le niveau d'engagement des candidats dans le secteur de la gouvernance inclusive est moyen, l'examen de leurs messages publiés dans Sidwaya montre une forte prédisposition de ces derniers à faire de la gouvernance inclusive une priorité. Cependant, il convient de noter que trois candidats sur les neuf (Kadré Désiré Ouédraogo, Gilbert Noel Ouédraogo et Abdoulaye Soma) n'en ont pas fait cas dans leurs messages. Les six autres ayant fait des propositions se rejoignent surtout sur le renforcement des structures de contrôle de la gestion des ressources publiques afin d'assurer la transparence, la redevabilité et le civisme fiscal. Pour prendre en compte le principe d'inclusivité et d'inclusion dans le système de gouvernance, Eddie Komboigo entend précisément *Accorder une attention particulière aux aspirations légitimes des jeunes, des femmes et des personnes âgées* (Sidwaya n°9264 du lundi 09 novembre 2020, p.27).

Figure 6: Engagements des candidats sur la gouvernance inclusive



Source : entretiens réalisés à la radiotélévision du Burkina/ campagne électorale

L'engagement des candidats devrait être saisi à travers l'opérationnalisation de la loi portant accès à l'information, le renforcement de l'autorité supérieure du contrôle de l'État et lutte contre la corruption et du positionnement des organisations de femmes et de jeunes dans les instances politiques et techniques des cadres sectoriels du dialogue. Trois candidats (Yéli Monique Kam, Gilbert Noel Ouédraogo et Abdoulaye Soma) n'ont pris aucun engagement dans cette thématique

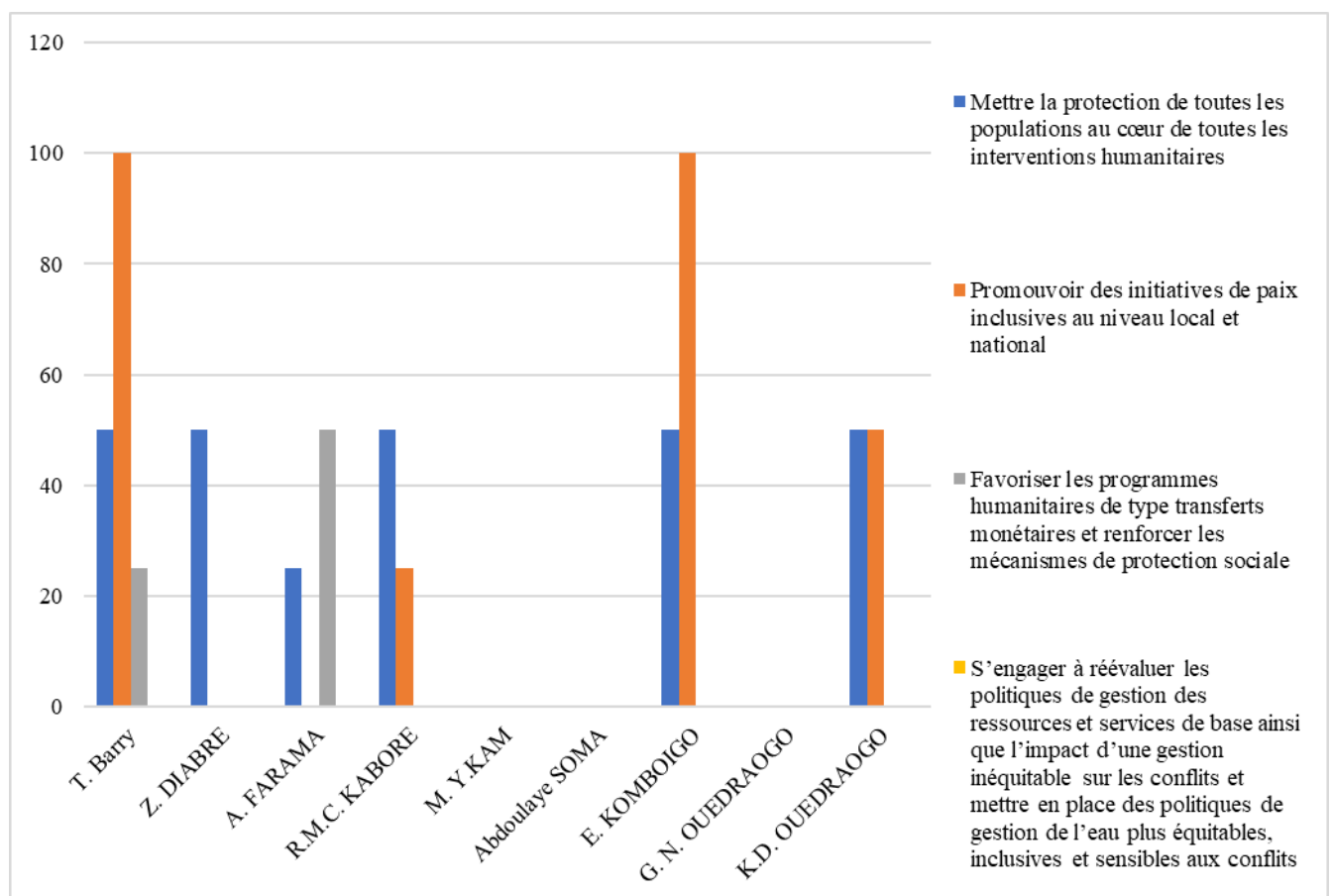
des inégalités. Cinq ont pris l'engagement de renforcer l'ASCE dans la lutte contre la corruption. Parmi Zéphirin Diabré s'illustre avec une proposition concrète visant la création d'une cour spécifique à laquelle l'ASCE/LC sera rattachée et qui sera chargée d'instruire les dossiers mis en question. Kadré Désiré Ouédraogo compte aussi réformer l'ASCE/LC à travers « *promouvoir une gouvernance vertueuse ; sanctionner les actes de manquement ; renforcer l'ASCE/LC* ». Quant à Ambroise Farama, il compte s'attaquer aux causes de la corruption : « *instaurer une gouvernance vertueuse ; dépolitiser l'administration financière ; audit de chaque poste comptable à chaque échéance de 3 ans* ». Seul Roch Marc Christian Kaboré évoque l'opérationnalisation de la loi portant accès à l'information.

Une réponse humanitaire qui répond de façon adéquate, suffisante et redevable aux besoins des plus vulnérables y compris les femmes et des jeunes

Exceptés les candidats Zéphirin Diabré et Kadré Désiré Ouédraogo, tous les autres candidats ont formulé au moins une proposition en faveur de la réponse humanitaire au profit des plus vulnérables. De l'analyse, il ressort que ce secteur est le plus grand de l'ensemble des neuf points. C'est le seul qui a quatre sous-points. Quatre candidats se sont prononcés sur 1 point (Yéli Monique Kam, Eddie Komboigo, Gilbert Noel Ouédraogo, Abdoulaye Soma), un candidat s'est prononcé sur deux points (Tahirou Barry) et deux ont pris des engagements sur trois points (Ambroise Farama et Rock Kaboré). Dans l'ensemble, la promotion des initiatives de paix inclusives au niveau local et national constitue le point de convergence de l'ensemble des candidats parmi les quatre sous-éléments qui composent la rubrique axée sur la réponse humanitaire au profit des plus vulnérables. Sur ce point, les candidats Rock Kaboré et Ambroise Farama ont beaucoup plus motivé leurs engagements pour une paix durable, socle de tout développement. De ce point de vue, d'une part, Rock Kaboré propose de « convoquer des états-généraux de la Nation, en invitant tous les fils et les filles de la patrie à la concertation pour redéfinir les contours de notre vivre-ensemble dans la paix et la réconciliation nationale. Ouvrir un dialogue républicain franc et sincère avec la classe politique, la société civile et les partenaires sociaux sur le système global de rémunération des travailleurs du Burkina, avec en ligne de mire la soutenabilité des engagements financiers pour l'économie nationale » (Sidwaya n°9266 du mercredi 11 novembre 2020, p.25). Quant à Ambroise Farama, il envisage « encourager un dialogue entre les différentes chefferies, pour qu'elles s'enrichissent mutuellement tout en ouvrant un dialogue franc et sincère avec les acteurs sociaux et l'ensemble des syndicats et associations représentant les fonctionnaires ».

La lecture des entretiens radiodiffusés et des entretiens télévisés a permis de voir que du point de vue des réponses humanitaires, aucun candidat ne s'est engagé à la réévaluation des politiques de gestion des ressources et services de base. Seulement trois dimensions de cet axe ont été évoquées. Tahirou Barry est le seul à les avoir mentionnées dans ses interventions. La protection de toutes les couches de la population est la dimension la plus évoquée. Elle a en effet bénéficié de prise d'engagement chez six candidats (Tahirou Barry, Zéphirin Diabré, Ambroise Farama, Rock Kaboré, Eddie Komboigo et Kadré Désiré Ouédraogo) et suivie par l'engagement concernant la promotion des initiatives de paix inclusive sur lequel quatre candidats ont eu des déclarations (Tahirou Barry, Rock Kaboré, Eddie Komboigo et Kadré Désiré Ouédraogo).

Figure 7: opinions sur les réponses humanitaires



Source : entretiens réalisés à la radiotélévision du Burkina/ campagne électorale

Conclusion

L'analyse des messages des candidats parus dans les médias montre que nombre d'entre eux sont restés fidèles aux contenus de leur programme politique dans leurs diverses interventions (écrites

ou verbales). L'examen des messages écrits et discours des neuf candidats à l'image de l'analyse faite de leur programme politique permet de voir que de façon générale, les inégalités sont moyennement prises en compte. L'on remarque que les messages des candidats sont une émanation de leur programme politique. Les discours ou messages qui en découlent conservent les tendances et engagements pris dans lesdits programmes, même si certains candidats arrivent à prêcher des messages hors programme mais intrinsèquement arrimés aux normes calibrées dans le manifeste.

Les idées novatrices qui apparaissent progressivement dans les messages pourraient se justifier par les exigences du terrain où les secteurs de sensibilité de l'électorat (omis dans les programmes) sont abordés *hic et nunc* afin de répondre aux aspirations des électeurs.

Ce présent travail d'analyse des messages des candidats a permis une fois de plus, de déceler les engagements des différents candidats en matière de réduction des inégalités et ce document pourrait être considéré comme un document de base pour suivre le vainqueur de l'élection présidentielle dans le déroulement de son programme de société.

Si au niveau des messages publiés dans le journal Sidwaya, les différents candidats ont la latitude de construire leurs messages comme ils le souhaitent, au niveau des entretiens, c'est le journaliste qui oriente la discussion. Ainsi, plusieurs entretiens n'ont pu aborder les points contenus dans le Manifeste de la Coalition des OSC. Cette situation explique le fait que plusieurs sous-points du Manifeste n'ont pas connu d'engagements.

La lecture des entretiens télévisés et radiodiffusés a aussi permis de relever que les interviewers ne sont pas allés dans le sens du Manifeste. Il ressort donc une non maîtrise des lignes clés du Manifeste par le monde des médias. Cela explique le faible niveau d'engagement observé chez la quasi-totalité des candidats lors des entretiens. Il serait donc, fondamental pour un bon suivi des engagements du candidat, et pour un bon encadrement des échanges avec les journalistes dans le cadre de la rédevabilité de les former sur les points capitaux du Manifeste contre les inégalités.